



N°1252  
26 janvier au  
08 février 2024



## Focus

**Regards croisés sur 40 ans d'évolution de la fonction publique territoriale** / Centre de Gestion de la FPT de la Grande Couronne Ile-de-France, 01/2024, 112 p

<https://www.cigversailles.fr/ged/espace-documentaire-cig/cig-grande-couronne/le-cig/regards-croises>

Il y a 40 ans, était votée la loi du 26 janvier 1984 qui, combinée à la loi du 13 juillet 1983, représente encore le statut actuel de la fonction publique territoriale. En 4 décennies, cette loi a fait l'objet de 121 modifications et plus récemment d'une codification. Souvent critiqués, sans cesse améliorés ou transformés, mais toujours là, nous ne pouvons comprendre l'importance des structures et la solidité des principes qui régissent la carrière des agents publics territoriaux qu'à travers une observation et une analyse méticuleuses de l'évolution, de l'adaptation et des constantes de ces textes depuis l'origine. A l'occasion du 40ème anniversaire de la loi de 1984, le CIG de la Grande Couronne a souhaité rendre hommage à tous les bâtisseurs et aux praticiens de ce statut depuis les fondements posés par Anicet Le Pors à aujourd'hui. Le regard qui vous est proposé est celui de praticiens, observateurs attentifs des mouvements, des inflexions et parfois des incertitudes ou interrogations qui pèsent sur le système de gestion des agents publics locaux.

**Replay - "Accompagner la lutte contre la précarité énergétique dans le logement" -- Webinaire**  
CNFPT, 25/01/2024, 161 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pl1stbrlmcl4/>

Replay du webinaire organisé le 25 janvier 2024 par le service de spécialités Inclusion sociale de l'INSET d'Angers



## Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



*On vous signale une expérience*

## Action éducative/Restauration scolaire/Sport

### La seconde jeunesse des projets éducatifs locaux

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 30-35

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382355/la-seconde-jeunesse-des-projets-educatifs->

Les collectivités prennent leurs compétences en matière d'éducation de plus en plus au sérieux. Le projet éducatif local permet aux élus de définir les priorités de leur politique éducative et de se fixer un cap. Difficile de mener une politique éducative ambitieuse sans le concours des partenaires du territoire. Le projet éducatif local est l'occasion de formaliser ces relations partenariales. Et cela commence dès la concertation.

Un projet éducatif local efficace fait le lien entre les divers dispositifs éducatifs du territoire et dépasse les contraintes institutionnelles. La coordination entre les différents services est cruciale pour éviter les politiques en silo.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382360/des-partenariats-au-service-des->

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382364/tout-part-d-une-concertation-reussie>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382368/-la-priorite-est-de-travailler-avec->

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382370/a-lire>

### Le goût du bon à la cantine, ça s'apprend

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/01/2024, n° 2700, p. 36-38

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41368857/le-gout-du-bon-a-la-cantine-ca-s-apprend>

POURQUOI ?

A la cantine, de nombreux enfants ne connaissent pas les produits dans leur assiette. Une partie non négligeable des repas finit à la poubelle.

POUR QUI ?

Enseignée surtout en primaire, l'éducation à l'alimentation s'adapte aussi aux maternelles et collèges.

Diététiciens, animateurs, chefs font le lien avec le programme scolaire.

COMMENT ?

Des dispositifs permettent de financer des passerelles entre nutrition, agriculture et cantines, mais la formation des agents reste épisodique.

### Agence nationale du sport : une note d'orientation pour relancer la gouvernance territoriale

Banquedesterritoires.fr, 26/01/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/agence-nationale-du-sport-une-note-dorientation-pour-relancer-la->

Dans une note d'orientation, l'Agence nationale du sport prend acte des retards pris dans la mise en place de la nouvelle gouvernance territoriale du sport. Les membres des conférences régionales du sport sont notamment appelés à aller à la rencontre des acteurs locaux.

<https://www.agencedusport.fr/sites/default/files/2024-01>

### La piscine municipale, un bien commun en voie de disparition

Metropolitiques.eu, 25/01/2024

<https://metropolitiques.eu/La-piscine-municipale-un-bien-commun-en-voie-de-disparition.html>

La piscine municipale est un bien commun. Voici la thèse de la sociologue suisse Cornelia Hummel, qui analyse de façon sensible ce lieu de vie populaire, aujourd'hui menacé dans nombre de villes à la suite de l'augmentation des coûts de maintenance et alors qu'en parallèle se multiplient les piscines privées.

### Manger plus sain : PLAN'EAT Kids, un labo vivant pour changer les habitudes alimentaires des enfants

TheConversation.com, 22/01/2024

<https://theconversation.com/manger-plus-sain-planeat-kids-un-labo-vivant-pour-changer-les->

Aujourd'hui, notamment dans les pays occidentaux, les comportements alimentaires tendent à s'uniformiser autour de régimes qui ne sont ni sains ni durables, car globalement trop riches en produits animaux comme la viande et en aliments ultra-transformés. Les 6-15 ans sont très ciblés par le marketing de ces aliments ultra-transformés, au point d'en consommer près de 50 %/jour en termes de calories, alors que les adultes en consomment 34 %.

[↩ Retour sommaire](#)

**We have a dream : film magique pour toucher les écoliers ?** 16/01/2024

<https://informations.handicap.fr/a-we-have-a-dream-film-magique-pour-toucher-les-ecoliers-36151.php>

Un film magnifique pour sensibiliser les écoliers à l'inclusion ? We have a dream offre un support pédagogique pour permettre aux enseignants de mener des ateliers dédiés. Objectif ? Accepter les différences via le portrait de 6 enfants du monde.

<https://www.handicap-international.fr/fr/mobilisation/sensibilisation-we-have-a-dream>

## Action internationale/Europe

**Union européenne : quels sont les pouvoirs du Parlement européen ?**

Vie-publique.fr, 31/01/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/19526-ue-le-role-et-les-pouvoirs-du-parlement-europeen>

Le Parlement européen représente les citoyens des États membres de l'Union européenne. Il s'agit de la seule institution européenne élue au suffrage universel direct. Son rôle s'est renforcé au fil des traités. Le Parlement européen exerce à présent trois compétences fondamentales : législative, budgétaire et de contrôle de l'exécutif européen.

## Aménagement et développement des territoires

**La métamorphose de la Duchère, un exemple réussi de renouvellement urbain**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 42-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/910367/a-lyon-la-metamorphose-de-la-duchere-un-exemple->

La Duchère, à Lyon, comptait il y a vingt ans 5 300 logements, presque tous sociaux, construits dans les années 1960. Un grand projet de ville a été initié en 2003. La revalorisation du quartier perché sur une colline, et dont la population était fortement touchée par la précarité, a bénéficié du Programme national de rénovation urbaine. La Duchère est l'un des premiers quartiers à avoir été labellisé "Ecoquartier" en 2013 et les équipes ont remis en question leur approche tout le long du processus.

**La santé mentale des locataires, un défi pour les bailleurs**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 36-38

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382377/la-sante-mentale-des-locataires-un-defi-pour->

La santé mentale des locataires préoccupe depuis longtemps les bailleurs sociaux. Elle entraîne des troubles d'occupation du logement et de voisinage. Les actions menées bénéficient d'abord aux personnes en souffrance psychique, mais aussi à tous les locataires et aux bailleurs. Ces derniers tissent des partenariats avec un large panel de services sanitaires, sociaux et médicosociaux, afin d'apporter un accompagnement adapté.

**Action Cœur de Ville 2 et Villages d'Avenir : quels enjeux pour demain ?**

Courrierdesmairies.fr, 02/02/2024

<https://www.courrierdesmairies.fr/article/action-c-ur-de-ville-2-et-villages-d-avenir-quels-enjeux-pour->

La délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale organisait, jeudi 1er février, ses 3ème Rencontres sur le thème des politiques de redynamisation des villes petites et moyennes et des villages. L'occasion de dresser un bilan des dispositifs en cours et de se projeter vers l'avenir.

[Retour sommaire](#)

## **Dématérialisation des autorisations d'urbanisme : retours sur la relation usagers, coeur de la réforme**

Maire-info.com, 01/02/2024

<https://www.maire-info.com/urbanisme/dematérialisation-autorisations-durbanisme-retours-sur-la->

En partenariat avec l'AMF et Intercommunalités de France, le ministère de la Transition écologique a organisé un webinaire le 29 janvier dans le cadre du programme « Démat ADS - Permis de construire en ligne ». L'occasion de partager des retours d'expérience sur l'évolution de la relation usagers depuis la réforme, en vigueur depuis 2022.

## **Résidences secondaires : "la crise du logement touche un large spectre social"**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/01/2024, n° 2700, p. 20-21

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41368817/-la-crise-du-logement-touche-un-large->

Entretien avec Benjamin Keltz, journaliste, auteur de « Bretagne secondaire » (Editions du coin de la rue, novembre 2023)

## **Les RER métropolitains rattrapés par la réalité [Dossier]**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/01/2024, n° 2700, p. 30-34

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41368838/les-rer-metropolitains-rattrapes-par-la-realite>

- Finances

Encouragés par l'Elysée et une loi, les services express régionaux métropolitains reposent principalement sur les pouvoirs locaux. Mais si les métropoles et les régions devront mettre la main à la poche, elles attendent un gros coup de pouce de l'Etat.

- Technique

Strasbourg et Bordeaux ont lancé le mouvement. Avec un bonheur relatif pour la métropole alsacienne. « Les alertes n'ont pas été écoutées. La complexité technique a été sous-évaluée », souligne l'expert Raymond Woessner.

- Politique

A Toulouse, la métropole et le Medef se montrent favorables au projet de RER métropolitain. Mais l'interco est déjà engagée dans une coûteuse nouvelle ligne de métro et le mouvement patronal ne veut pas entendre parler d'une hausse du versement mobilité.

<https://www.lagazettedescommunes.com/905754/rer-metropolitains-strasbourg-essuie->

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41368846/a-lille-encore-beaucoup-d-obstacles>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41368848/toulouse-et-son-projet-embryonnaire>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41368851/le-reseau-bordelais-deja-sur-les-rails>

## **Des méthodes souples pour la gestion du littoral : un rapport d'études du Cerema**

Cerema.fr, 24/01/2024

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/methodes-souples-gestion-du-littoral-rapport-etudes-du>

Quelles sont les solutions souples et réversibles pour la gestion du littoral ? A la demande du ministère de la Transition écologique, le Cerema a réalisé un rapport d'études basé sur les retours d'expérience des territoires.

## **Films et séries : les productions audiovisuelles, un atout pour le tourisme en France**

Vie-publique.fr, 24/01/2024

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/292755-cinema-et-fiction-tv-un-atout-pour-le-tourisme-en-france>

Les productions audiovisuelles, cinéma et séries, jouent un rôle incitatif pour le tourisme en France. Cela concerne aussi bien les touristes étrangers venant visiter le pays, que le tourisme français en région. Tels sont les principaux enseignements d'une étude du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Le CNC vient de publier, le 18 janvier 2024, une étude sur l'impact du cinéma et de la fiction TV sur le tourisme en France.

<https://www.cnc.fr/professionnels/etudes-et-rapports/etudes-prospectives/impact-du-cinema-et->

[Retour sommaire](#)

## **Opérations de renouvellement urbain avec réduction de vulnérabilité en zone inondable : Repères à l'attention des services de l'État et des collectivités locales**

Cerema, 23/01/2024, p. 24-27

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/construction-zone-inondable-renouvellement-urbain>

Le Cerema a réalisé une note destinée aux collectivités et services de l'Etat pour préciser les modalités de mise en œuvre de la réglementation autorisant les constructions dans les zones inondables lors d'opérations de renouvellement urbain, en particulier l'évaluation de la réduction de la vulnérabilité.



## **Actu - La gratuité des transports publics locaux : on en parle ?, 15/01/2024**

[https://www.idcite.com/Actu-La-gratuite-des-transportes-publics-locaux-on-en-parle\\_](https://www.idcite.com/Actu-La-gratuite-des-transportes-publics-locaux-on-en-parle_)

Depuis le 21 décembre 2023, le réseau de tram et de bus de la métropole de Montpellier est gratuit pour ses habitants. Et c'est un réel mouvement de fond qui se met en œuvre pour assurer l'égalité d'accès des usagers au service de transports publics locaux.

## **Une nouvelle ambition pour les petites communes rurales**

Agence-cohesion-territoires.gouv.fr, 09/01/2024

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/une-nouvelle-ambition-pour-les-petites-communes-rurales->

Annoncé par le Gouvernement en juin dernier, Villages d'avenir est un programme qui s'adresse aux communes de moins de 3500 habitants. Piloté par l'ANCT dans le cadre du plan France ruralités, il vise à accompagner les plus petites communes dans la réalisation de leurs projets de développement. En décembre dernier, les noms des 2458 villages labellisés ont été annoncés par la ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité, Dominique Faure.

## **Comment aller vers une mobilité responsable ? L'exemple de solutions innovantes en Nouvelle-Aquitaine / HOMMET Oriane**

Fondation Jean Jaurès, 03/01/2024

<https://www.jean-jaures.org/publication/comment-aller-vers-une-mobilite-responsable-lexemple-de->

Bien que la voiture représente 63% de nos déplacements, les enjeux de transition écologique nous invitent à repenser la mobilité en tenant compte des impératifs de décarbonation. Oriane Hommet, co-fondatrice de BAM – Agitateur de mobilité, présente dans cette note les initiatives économiques et citoyennes lancées en Nouvelle-Aquitaine qui constituent des alternatives à

## **Planification : les paysages affichent leurs atouts [Dossier]**

Techni.cités, 01/2024, n° 369, p. 17-22

<https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc>

Il ne faut pas se mentir, le paysage reste encore le parent pauvre des outils mobilisés pour aménager le territoire. Mais de l'image « carte postale » à une capacité opérationnelle reconnue, il commence à trouver sa bonne place dans les approches planificatrices. Si le temps présent est à l'acculturation des décideurs politiques, l'avenir est clairement à la reconnaissance de cette manière de faire de l'aménagement. Et ce d'autant plus que le réchauffement climatique optimise de fait la vision transversale portée par l'approche paysagère.

## **ZAN, un "rétropédalage" bienvenu**

Techni.cités, 01/2024, n° 369, p. 52-53

<https://www.lagazettedescommunes.com/907417/les-nouveaux-decrets-zan-un-retropedalage->

Trois nouveaux décrets ZAN corrigent les premiers textes sur la nomenclature des sols et la territorialisation. Ils devraient rendre opérationnelle la loi sur la lutte contre l'artificialisation des sols, notamment avec, enfin, la définition de l'artificialisation d'un sol.

[🔗 Retour sommaire](#)

## Culture

### **Comment se remettre d'une cyberattaque dans un service des archives**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 40-41

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382387/comment-se-remettre-d-une-cyberattaque>

Les attaques informatiques dévastatrices qui frappent des collectivités peuvent également plonger leurs services des archives dans le noir. Les archivistes sont chargés de conserver des données, aujourd'hui en grande partie numériques. Les agents travaillent avec des logiciels métiers qui peuvent être affectés. Des services ayant subi des cyberattaques racontent leur vécu et suggèrent quelques astuces pour éviter le pire et traverser au mieux ce genre de crise.

### **L'OFGL tente d'évaluer le coût des bibliothèques**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 05/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/910412/lofgl-tente-devaluer-le-cout-des-bibliotheques/>

Plus la commune est grande et plus la bibliothèque pèse sur les finances communales. Mais c'est un choix d'ouverture sur la culture. Une étude de l'Observatoire des finances et de la gestion locales (OFGL) révèle aussi que les recettes tarifaires sont bien faibles, à l'heure où un courant milite progressivement pour la gratuité.

<https://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/2024/02/ofgl-cap-sur-23->

### **Le gouvernement rappelle l'obligation de la mise en oeuvre du « 1 % artistique » par les collectivités territoriales**

Maire-info.com, 02/02/2024

<https://www.maire-info.com/culture/le-gouvernement-rappelle-obligation-la-mise-en-oeuvre-du-1>

Dans une circulaire datée du 3 janvier 2024, Rima Abdul Malak, ex-ministre de la Culture, demande aux préfets de s'assurer du respect de l'obligation du « 1 % artistique », dans le cadre des projets engagés par les services de l'État et dans ceux relevant des collectivités territoriales.

<https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=45506>

### **Vers une lecture durable : les bibliothèques au cœur de la transition écologique / Ministère de la Culture et de la Communication, 22/01/2024**

<https://www.culture.gouv.fr/Actualites/Vers-une-lecture-durable-les-bibliotheques-au-caeur-de-la->

Premier réseau culturel de proximité de France, les bibliothèques et médiathèques ont un rôle majeur à jouer dans la transition écologique. Et cela sur tous les plans : durabilité des collections, consommation énergétique, sobriété numérique. Décryptage.



### **Je lis donc je soigne**

Livres hebdo, 02/2024, n° 39, p. 68-71

Aborder la lecture sous l'angle de la santé en travaillant avec des professionnels du soin, c'est un des programmes 2024 du Centre national du livre (CNL). Et par exemple des bibliothèques font désormais appel à des personnes spécialisées dans la thérapie par le livre. Ou comment soigner des maux durs grâce aux mots doux.

## **Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics**

### **Gabriel Attal devant l'Assemblée nationale : ce que les collectivités doivent retenir**

Lagazettedescommunes.com, 30/01/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/910669>

Devant les députés Gabriel Attal a dévoilé ce 30 janvier 2024 sa déclaration de politique générale marquée par les sujets de logement, d'éducation, de santé, de fonction publique, de sécurité, de réduction des normes, d'écologie et d'emploi. L'occasion aussi de rappeler sa confiance dans les élus locaux et dans la stratégie de concertation de ses prédécesseurs

[☞ Retour sommaire](#)

### **Commande publique : la santé environnementale au centre de la stratégie d'achats**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/01/2024, n° 2700, p. 39

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41368861/la-sante-environnementale-au-centre-de-la->

Limoges (Haute-Vienne) 129 800 hab.

La ville achète des produits écoresponsables et intègre, dans chaque marché public, des critères de développement durable.

### **La loi Industrie verte et la commande publique : un coup d'épée dans l'eau ?**

Actualité Juridique. Droit Administratif, 29/01/2024, n° 3/2024, p. 150-152

La loi Industrie verte comporte des articles relatifs à la commande publique que l'on peut rattacher plus ou moins directement à l'idée de verdissement celle-ci. On peut toutefois s'interroger sur la portée qu'elle aura en pratique à cette aune. Au-delà, elle est l'occasion d'un certain toilettage de dispositions du code de la commande publique soit dans le sens d'un accroissement des motifs d'exclusion, soit dans le sens d'un assouplissement des règles, en particulier – mais pas seulement – au profit des entités adjudicatrices.

### **Définition du besoin : outils et méthodes**

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 01/2024, n° 249, p. 13-63

Au sommaire :

- Dissociabilité : un régime clair ; une notion obscure, par Eric Landot
- Prise en compte des objectifs de développement durable lors de la définition du besoin, par Sophie Guillon-Coudray et Guillaume Emélien
- Le sourcing comme outil d'aide à l'identification et la définition du besoin, par Pierre Cailloce
- Recourir à l'analyse fonctionnelle du besoin, par Régis Courroy
- Les outils d'aide à la définition du besoin, par Katherine Robert
- De la définition du besoin à sa formalisation dans les documents de la consultation : figures imposées et figures de style, par Angélique Dizier
- Les PSE : un palliatif efficace à l'incapacité de l'acheteur à se définir précisément selon ses besoins ? par Lucile Delille et Emmanuel Perois
- Niveau de détermination des besoins et unité opérationnelle, par Xavier Bigas
- Le calcul de la valeur estimée du besoin, par Antonin Gras
- Définition du besoin dans le cadre des concessions : définir n'est pas prescrire, par Emmanuel Perois

### **Le paiement différé, une révolution juridique**

Techni.cités, 01/2024, n° 369, p. 50-51

Face à l'urgence climatique, le législateur a opéré une révolution majeure dans le champ de la commande publique. Il crée une exception notable à l'interdiction du paiement différé dans les marchés publics. Mais le recours à ce procédé est provisoire et expérimental.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2023/3/30/ENEX2237002L/jo/texte>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2023/10/3/ECOT2315094D/jo/texte>

## **Emploi/Formation**

### **Denis Cristol : “L'IA s'invite, non sans risques, dans la formation des fonctionnaires”**

Acteurspublics.com, 02/02/2024

<https://acteurspublics.fr/articles/denis-cristol-lia-sinvite-non-sans-risques-dans-la-formation-des->

L'intelligence artificielle est en train de transformer le monde de l'éducation et de la formation, et les fonctionnaires ne font pas exception”, explique dans cette tribune le chercheur en sciences de l'éducation Denis Cristol. Mais si ces fonctionnaires “ont à disposition de puissants précepteurs, ceux-ci sont insuffisants pour aider à une médiation vers le savoir”, indique-t-il en évoquant également les questions éthiques et pratiques que soulève l'IA.

[☞ Retour sommaire](#)

## **Former à la transition écologique par les compétences, une évidence ?**

Info formation (L'), 01/02/2024, n° 1069, p. 26-27

Dans le contexte de la transition écologique, les acteurs de la formation font face à plusieurs défis. À celui, paradoxal, de la "numérisation sobre" s'ajoute celui de l'accompagnement de l'écologisation des activités dans les organisations. Deux chercheuses du Céreq nous apportent leur éclairage.

## **10 outils IA pour faire des slides et des présentations pour vos cours ou formations**

Outils TICE (Les), 25/01/2024

<https://outilstice.com/2024/01/outils-ia-pour-creer-des-slides-et-presentations-cours-ou-formations/>

Powerpoint, Google slides et autres Keynote ont pris un sacré coup de vieux avec l'arrivée tonitruante de l'intelligence artificielle.

Toute une nouvelle génération d'outils de présentation pour créer des slides facilite désormais la conception et permet d'obtenir des résultats d'une qualité professionnelle propre à éblouir vos étudiants ou apprenants. Oubliez les heures à peaufiner l'aspect visuel, le découpage et la scénarisation de vos slides.

Les nouveaux outils aidés par l'intelligence artificielle permettent de créer une présentation de plusieurs dizaines de slides en moins de temps qu'il ne faut pour le dire.

## **Quand des collectivités se mobilisent pour l'accompagnement des seniors vers l'emploi**

Lagazettedescommunes.com, 23/01/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/908627/quand-des-collectivites-se-mobilisent-pour>

Le taux d'emploi des seniors reste faible en France malgré la reprise économique. Des collectivités essaient donc de mettre en place, souvent via les plans locaux pour l'insertion et l'emploi, des politiques pour accompagner ce public spécifique.

## **Recherche et collectivités territoriales / LUGLIENGO Cynthia**

Radio.cnfpt.fr, 18/01/2024, 10 mn

<https://radio.cnfpt.fr/broadcast/9335-Recherche-et-collectivite%C3%A9s-territoriales>

L'invité, Léa Tardieu Chercheuse à INRAE évoque son métier d'économiste de l'environnement et l'intérêt de ses recherches et publications pour alimenter les réflexions en cours sur les questions de transitions écologiques dans les collectivités.



## **Département des Yvelines : Du RSA aux métiers de l'autonomie**

WEKA le mag, 01/2024, n° 13, p. 44-45

Première structure interdépartementale dédiée à l'autonomie des seniors et des personnes en situation de handicap, l'agence AutonomY a lancé son projet "Parcours vers les métiers de l'autonomie et du bien vieillir" afin d'orienter les bénéficiaires du RSA vers les métiers de l'aide à la personne.

## **L'espace comme condition de l'expérience [Dossier] / DUCLOS Laurent**

Education permanente, 12/2023, n° 237, p. 5-180

<https://www.cairn.info/revue-education-permanente-2023-4.htm>

La question du temps a fait l'objet d'importants développements en sciences de l'éducation. L'espace, à l'inverse, n'est jamais devenu l'objet intentionnel d'un savoir véritablement structuré dans ces disciplines. Un certain nombre de travaux a pourtant concerné les « milieux associés » à la formation, et convoqué tout un ensemble de notions a priori solidaires de la notion d'espace. Il en est ainsi des notions de situation ou d'environnement qui composent le noyau dur de la didactique professionnelle, mais sans que leur composante spatiale ait toujours été clairement identifiée. L'article explore les relations qui s'établissent entre les usages de l'espace et sa constitution même, en tant qu'espace potentiel de développement. Il examine notamment la manière dont la spatialité peut être partitionnée – c'est-à-dire soumise à des processus orientés – dans l'intention d'occasionner des apprentissages et de construire l'expérience du sujet.

<https://education-permanente.com/catalogue/n237/>

[🔍 Retour sommaire](#)



**Guilde des Ludopédagogues Francophones**, 2022, consulté le 01/02/2024

<https://apprendre-avec-le-jeu.com/>

La Guilde des Ludopédagogues Francophones est une association indépendante autour de la ludopédagogie et de la gamification pédagogique. D'utilité publique, elle est destinée à tout public, professionnel, scientifique, institutionnel et associatif dans les pays francophones du monde entier.

Sa 1ère mission est de fédérer une communauté de ludopédagogues (pays francophones) autour de référentiels scientifiques et métiers permettant de comprendre et d'utiliser la ludopédagogie et la gamification pédagogique dans les meilleures conditions et bonnes pratiques reconnues, aussi bien dans l'enseignement initial que dans la formation continue.

Orientée Open Science, sa 2ème mission est de créer des connexions, des synergies et des ponts entre le monde scientifique, le monde professionnel et associatif.

## Finances publiques/Gestion locale

**L'amélioration de la qualité des comptes publics** / ECALLE François

Fipeco.fr, 06/02/2024

<https://fipeco.fr/#news-content>

Les comptes publics sont de bonne qualité en France et les organisations internationales le reconnaissent aisément. Les procédures de production et de contrôle de ces comptes sont en effet rigoureuses et permettent de s'assurer que l'article 47-2 de la Constitution est respecté : « les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière ».

La loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques les a encore améliorés mais des progrès restent à faire. Trois sujets sont traités dans cette note : la comptabilité budgétaire de l'État ; l'articulation des trois comptabilités de l'État ; les comptes des collectivités territoriales.

**Loi de finances pour 2024 : le cadrage des finances publiques (1/5)** / ESCALLIER Christian, BACHARAN Céline

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 05/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/911346/loi-de-finances-pour-2024-le-cadrage-des-finances>

Comme chaque année, la Gazette et le Club Finances vous proposent un décryptage de la loi de finances par Christian Escallier, directeur général du cabinet Michel Klopfer, et Céline Bacharan, consultante associée au cabinet Michel Klopfer. Premier volet avec la synthèse pour les collectivités locales et le cadrage des finances publiques de cette LFI 2024.

**Comment les critères ESG vont changer les relations entre les collectivités et les acteurs économiques**

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 25/01/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/909772/comment-les-criteres-esg-vont-changer-les>

Les initiatives nationales et européennes se multiplient poussant les entreprises à prendre en compte les critères ESG (Environnement, social et gouvernance) dans leur activité. Les régions par exemple devront-elles renforcer leur stratégie auprès des acteurs économiques pour prendre en compte ces nouvelles décisions ?

**Choisir les modes de gestion des services d'eau potable et assainissement : recommandations aux intercommunalités et retours d'expérience** / SAUR, Intercommunalités de France

2024, 42 p.

<https://www.intercommunalites.fr/publications/eau-choisir-les-modes-de-gestion/>

Illustré par des témoignages d'élus, ce guide présente un panorama complet des différents modes de gestion existants et de leurs caractéristiques.

[☞ Retour sommaire](#)

**Les finances des communes à dominante résidentielle** / LEFORESTIER Guillaume, Direction Générale des Collectivités Locales

Bulletin d'information statistique de la DGCL, 01/2024, n° 181

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/bis-181-les-finances-des-communes-dominante-residentielle>

Selon cette étude les communes à dominante résidentielle, c'est-à-dire celles situées dans la zone d'attraction d'une ville et qui concentrent plus d'actifs occupés résidents que d'emplois localisés dans la commune sont souvent de plus petite taille et moins denses que les « communes pôle d'emplois » : 1 462 habitants en moyenne contre 10 466 pour les « communes pôle d'emplois » avec une densité de 100 habitants par km<sup>2</sup> contre 436 pour ces dernières.

Ces 23 148 communes présentent des situations financières et fiscales spécifiques en dehors de celles liées à leur taille. Leurs dépenses et recettes de fonctionnement sont inférieures à celles des « communes pôle d'emplois » et sont orientées plutôt vers l'enseignement, la formation et l'apprentissage alors que les dépenses liées à la culture, la vie sociale, le sport et la jeunesse sont surreprésentées dans les « communes pôle d'emplois ».

**L'action de la direction générale des finances publiques auprès du bloc communal** / Cour des Comptes

2024, 79 p.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/laction-de-la-direction-generale-des-finances-publiques->

La direction générale des finances publiques (DGFIP) exerce à la fois des missions fiscales (assiette et recouvrement des impôts, taxes et autres recettes publiques) et de gestion publique (contrôle et paiement des dépenses de l'État, des collectivités territoriales et des hôpitaux). Environ 93 000 agents lui sont affectés, dont 85 % travaillent dans son réseau déconcentré, principalement orienté vers la gestion publique locale et les missions fiscales. La DGFIP a engagé une restructuration de ce réseau déconcentré, prévoyant de réduire le nombre de services implantés sur le territoire national à 1 761 en 2025. A la demande de la commission des finances du Sénat, la Cour a examiné l'action de la DGFIP auprès du "bloc communal" (communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)), en prêtant une attention particulière aux relations avec les communes rurales.

## Fonction publique/Statut

**Les adjoints techniques territoriaux [10 questions]**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382351/les-adjoints-techniques-territoriaux>

L'accès au premier grade est direct, sans concours. Une liste d'aptitude établie après concours (externe, interne, 3<sup>e</sup> concours) mène au grade d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>e</sup> classe.

Chargés de tâches techniques d'exécution, les adjoints techniques territoriaux exercent leurs fonctions dans différents domaines : bâtiment, voirie, restauration, artisanat d'art, par exemple.

Les agents déjà fonctionnaires avant leur nomination sont dispensés de stage s'ils ont accompli au moins deux ans de services publics effectifs dans un emploi de même nature.

**Les promotions internes plus objectives grâce à des jurys**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 26

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382334/les-promotions-internes-plus-objectives-grace->

Le département du Finistère (4 000 agents - 921 600 hab.) a institué des jurys afin de départager les agents candidatant à un poste. Des règles plus lisibles qui sont bien perçues.

**La nouvelle obligation d'information des agents**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/01/2024, n° 2700, p. 50-51

<https://www.lagazettedescommunes.com/909683/tout-savoir-sur-la-nouvelle-obligation-dinformation->

L'employeur public doit communiquer à ses agents les informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions. Dans cette analyse, Pauline Armand, avocate au cabinet Adaltys avocats, détaille ces nouvelles obligations qui ont fait l'objet d'un décret et d'un arrêté du 30 août.

[↩ Retour sommaire](#)

### **Les congés liés à l'arrivée d'un enfant. Dix questions**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/01/2024, n° 2700, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41368834/les-conges-lies-a-l-arrivee-d-un-enfant>

- Variétés des congés

A l'occasion de l'arrivée d'un enfant, les agents publics peuvent prétendre à différents congés : de maternité, de paternité, de naissance ou d'adoption.

- Durée prolongée

Depuis le 1er juillet 2021, la durée des congés de paternité et d'accueil d'un enfant est portée à vingt-cinq jours calendaires au lieu de onze précédemment.

- Stagiaires, contractuels

Les stagiaires comme les agents publics contractuels ont droit aux mêmes congés que les fonctionnaires titulaires.

### **Le CNFPT célèbre les 40 ans de la territoriale**

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 26/01/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/910067/le-cnfpt-celebre-les-40-ans-de-la-territoriale/>

A l'occasion, jour pour jour, des 40 ans de la loi du 26 janvier 1984 portant sur le statut de la fonction publique territoriale, le CNFPT a organisé vendredi 26 janvier un colloque pour fêter cet anniversaire. L'occasion de revenir sur les grands principes fondateurs du statut et de s'interroger sur les évolutions à opérer.

### **La pratique du mécénat de compétences par les collectivités territoriales / MONDOU Christophe**

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 01/2024, n° 1, p. 27-30

- Une pratique sécurisée dans un cadre expérimental

- Intérêt pour les collectivités territoriales d'être mécènes

### **Les 40 ans de la fonction publique territoriale [Dossier]**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 01/2024, n° 1, p. 9-36

Au sommaire :

- La construction de la fonction publique territoriale, une histoire juridique complexe, par Tiphaine Le Yoncourt

- La gestion locale des cadres d'emplois dans la fonction publique territoriale : l'équilibre délicat d'un système sous contraintes, par Ludivine Clouzot

- Directeur général des services, l'évolution d'un emploi à mi-chemin entre la fonction publique et la fonction politique

- Les centres de gestion, outils d'accompagnement et de mutualisation RH du service public local, par Claude Soret-Violle et Pierre-Yves Blanchard

- Les managers territoriaux sont-ils des managers comme les autres ? par Mathilde Icard et Sylvain Henry

### **Fonction publique territoriale : les 40 ans de la loi du 26 janvier 1984 [Dossier]**

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 01/2024, n° 1, p. 9-22

Au sommaire :

- La fonction publique territoriale - Un modèle d'avenir pour les relations de travail dans les services publics ? par Nicolas Font

- Fonction publique de l'Etat, fonction publique territoriale - De modèle en modèle par Antony Taillefait

- Le modèle constitutionnel de la fonction publique territoriale par Sylvie Salles

- Le modèle statutaire de fonction publique territoriale par Emmanuel Aubin

[↩ Retour sommaire](#)

## Information/Communication/TIC

### **Comment se remettre d'une cyberattaque dans un service des archives**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 40-41

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382387/comment-se-remettre-d-une-cyberattaque>

Les attaques informatiques dévastatrices qui frappent des collectivités peuvent également plonger leurs services des archives dans le noir. Les archivistes sont chargés de conserver des données, aujourd'hui en grande partie numériques. Les agents travaillent avec des logiciels métiers qui peuvent être affectés. Des services ayant subi des cyberattaques racontent leur vécu et suggèrent quelques astuces pour éviter le pire et traverser au mieux ce genre de crise.

## Management/Ressources humaines

### **La facilitation en intelligence collective : 6 concepts clés**

Apprendre autrement, 01/02/2024

<https://4cristol.over-blog.com/2024/02/la-facilitation-en-intelligence-collective-6-concepts-cles>

La facilitation en intelligence collective vise un meilleur usage des ressources, visions, sensibilités d'un groupe humain pour agir en faveur du plus haut potentiel collectif.

### **Une bande dessinée pour découvrir les métiers de la territoriale**

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 29/01/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/910165>

Le centre de gestion de la Haute-Savoie a mis en ligne la première planche de sa BD « FPT, agents en action », destinée à faire connaître et valoriser les métiers territoriaux. Un support de communication original pour découvrir le monde territorial.

### **Comment l'IA transforme déjà la façon de recruter**

Harvard Business Review, 26/01/2024

<https://www.hbrfrance.fr/innovation/comment-lia-transforme-deja-la-facon-de-recruter-60410>

IA prédictives, IA génératives... Quelle place prendront ces outils dans le quotidien des professionnels en charge du recrutement ? Et quels en seront les impacts ?

### **Sylvie Gibel secrétaire de mairie volante passion et sacerdoce / PEURON Laurence**

France Inter, 26/01/2024, 4 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/une-semaine-dans-leurs-vies/13h50-une-semaine-ds>

Cinq épisodes de 3 à 4 mn pour découvrir Sylvie Gibel, secrétaire de mairie du Gers qui a obtenu en décembre une loi votée à l'unanimité pour revaloriser un métier méconnu mais indispensable au fonctionnement des petites communes.



### **Une intercommunalité du Doubs teste la semaine de 4 jours**

Echos (Les), 25/01/2024

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/bourgogne-franche-comte/une-intercommunalite-du-doubs-teste->

La communauté de communes du Pays de Maïche expérimente cette année un nouveau rythme de travail. A proximité de la frontière suisse, la petite collectivité, en mal d'attractivité, espère ainsi se différencier des autres employeurs.

### **Le coaching est-il l'avenir des RH ?**

Welcometothejungle.com, 24/01/2024

<https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/coaching-avenir-rh>

Après le manager coach, place au RH coach ? Si le coaching est de plus en plus convoité par les équipes des ressources humaines pour accompagner les salariés de manière plus individualisée, les formats proposés sont multiples. Décryptage.

[↩ Retour sommaire](#)

## **L'innovation dans la gestion du temps de travail, un atout pour attirer et fidéliser les talents ?**

Courrier cadres, 23/01/2024

<https://courriercadres.com/linnovation-dans-la-gestion-du-temps-de-travail-un-atout-pour-attirer-et->

Pour les entreprises en quête de talents, l'innovation dans la gestion du temps de travail, notamment la semaine de 4 jours et la flexibilité des horaires, devient un atout stratégique, mais aussi un défi. Vincent Binetruy, directeur France du Top Employers Institute, et Nicolas Pette, Partner chez Oliver Wyman, nous expliquent pourquoi.

## **« Au travail, la positivité toxique annule ce que ressent l'autre »**

Welcometothejungle.com, 23/01/2024

<https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/positivite-toxique-travail>

La positivité toxique, c'est la pression constante du bonheur et de la positivité, mais aussi la quête de ces mêmes bonheur et positivité. Il y a notamment le fait de devoir sourire à tout prix, quelles qu'en soient les circonstances. Cette injonction peut être tournée contre nous-même, mais aussi contre les autres.

## **Les 4 mythes de l'organisation / BROUCARET Fabienne**

22/01/2024

<https://www.myhappyjob.fr/les-4-mythes-de-lorganisation/>

Les semaines filent et se ressemblent. Toujours trop courtes, toujours trop remplies. Et si on prenait le temps de se poser pour gagner en efficacité et atteindre ses objectifs ? Dans 2h chrono pour mieux m'organiser (Dunod), Julien Gueniat, fondateur du site Organisologie, partage un tas de conseils et d'astuces, exercices à l'appui. Il casse, au passage, quelques idées reçues en matière d'organisation. La preuve par quatre.

## **Attractivité territoriale (1/3) : Témoignage d'une DGA en charge des ressources dans une Commune / CARSUZAA Jean-Michel**

Radio.cnfpt.fr, 11/01/2024, 10 mn

<https://radio.cnfpt.fr/broadcast/9264-Attractivite%20territoriale-1-3-T%20moignage-d-une->

La ministre Amélie de Montchalin en charge de la Fonction publique a reçu ce 3 février 2023 le rapport de la mission sur l'attractivité de la fonction publique territoriale. Le constat est sans équivoque : la capacité pour les employeurs publics locaux à attirer de nouveaux salariés et fidéliser leurs personnels a réellement diminué.

Alors comment remédier au mieux à cette situation me direz-vous ?

Pour amener des éléments de réponses à votre question, j'ai le plaisir de rencontrer Mme Karima BENTOUT, DGA en charge des ressources à la Commune de Eaubonne dans le département du Val-d'Oise qui va partager avec nous son appréciation de cette situation sur le terrain.

## **Catégorie C. Agents au premier plan**

WEKA le mag, 01/2024, n° 13, p. 26-42

Elles et ils sont en première ligne, et en dernière ligne aussi. Au contact des usagers, des patients, des enfants. À la manœuvre des actions, des politiques, des initiatives. Ils sont adjoints. Elles sont agents. Tous spécialisés, et exerçant une grande variété de métiers, de missions. Ils ont en commun plus que leur catégorie... Un véritable engagement. Rencontres.

## **Dix ans d'innovation managériale, et après ? Regards croisés de praticiens et de chercheurs / LEBLONG MASCLET Gwenaël, RANDRIAMANANTENA Nils**

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 01/2024, n° 1, p. 37-39

Depuis une décennie, les organisations publiques promeuvent "l'innovation managériale". Dans la présente rubrique, Gwenaël Leblong-Mascllet et Nils Randriamanantena nous font voyager entre collectivités, autres administrations et hôpitaux, pour mettre en exergue les initiatives de managers publics. Quelles sont les mécaniques à l'œuvre ? Quel bilan tirer de la décennie passée ? L'innovation managériale, entre effet de mode et pratique émergente, reste un processus en devenir. Un débat organisé par la Gazette formation pendant la dixième édition du "Mois de l'innovation publique" est l'occasion d'un "arrêt sur image".

[↩ Retour sommaire](#)

## Outre-Mer

### **Continuité territoriale : le gouvernement augmente le seuil d'éligibilité**

Francetvinfo.fr, 25/01/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/continuite-territoriale-le-gouvernement-augmente-le-seuil-d-eligibilite>

Comme annoncé par l'exécutif lors du Comité interministériel aux Outre-mer, le quotient familial d'éligibilité pour bénéficier des aides au financement du billet d'avion entre les territoires d'Outre-mer et l'Hexagone passe de 11.991 € à 18.000 €.

### **La pauvreté, le fléau de la Caraïbe**

Francetvinfo.fr, 22/01/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/la-pauvrete-le-fleau-de-la-caraibe-1459250.html>

Près d'un tiers de la population de la Caraïbe vit en dessous du seuil de la pauvreté. La pandémie, la flambée des prix et des salaires de misère ont basculé les foyers les plus vulnérables dans la précarité. Un programme pour améliorer la production régulière des statistiques aidera les pays à formuler des actions pour aider les plus démunis.

### **Vie chère en outre-mer : la démonstration d'une promesse égalitaire et républicaine non tenue / BELANYI Jeanne**

Fondation Jean Jaurès, 22/01/2024, 14 p.

<https://jean-jaures.org/publication/vie-chere-en-outre-mer-la-demonstration-dune-promesse-egalitaire->

Si la situation socioéconomique est tendue pour les ménages en raison de l'inflation, les territoires d'Outre-mer sont d'autant plus touchés par la cherté des produits du quotidien.

Comment enrayer ce phénomène ? Selon Jeanne Belanyi, experte associée à la Fondation, deux dispositifs font débat et devraient être réformés : la compensation de rémunération des fonctionnaires et l'octroi de mer. Pour lutter contre ces inégalités économiques, l'autrice propose de s'inspirer du système de sécurité sociale alimentaire.

### **Nouvelle-Calédonie : un avenir institutionnel en question, 19/01/2024**

<https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/289664-nouvelle-caledonie-quel-avenir-institutionnel>

Plus de 25 ans après l'accord de Nouméa de 1998 et face à un avenir institutionnel incertain à la suite du troisième référendum du 12 décembre 2021, Vie-publique fait le point sur la Nouvelle-Calédonie en six questions.

### **Politique de l'eau : un rapport d'information propose de renforcer le rôle des Départements dans la gestion de l'eau, 19/01/2024**

<https://departements.fr/politique-de-leau-un-rapport-dinformation-propose-de-renforcer-le-role-des>

La Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale a créé en mars 2023 une mission d'information sur l'adaptation de la politique de l'eau aux effets du changement climatique. Présidée par David Taupiac (LIOT, Gers) et Anne-Cécile Violland (Horizons, Haute-Savoie), elle avait pour rapporteurs Vincent Descoeur (LR, Cantal) et Yannick Haury (Renaissance, Loire-Atlantique). Le rapport a été présenté le 17 janvier dernier.

**Sans surprise, ce rapport révèle l'impact du changement climatique sur la ressource en eau, avec une attention particulière sur les outre-mer et notamment Mayotte, la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion.**

Auditionné par la mission d'information, Martial Saddier (Haute-Savoie), Président du groupe de travail « Eau et biodiversité de DF » a partagé son expertise et rappelé le rôle historique des Départements dans la politique de l'eau.

Les rapporteurs préconisent explicitement de « renforcer le rôle des départements dans la gestion de l'eau » en encourageant le développement de syndicats départementaux, ce qui rejoint la position portée par DF (cf. résolution « eau » de mai 2023).

L'hypothèse du rétablissement de la compétence en matière d'eau obligatoire pour les Départements est également évoquée.

[↩ Retour sommaire](#)

## Sécurité civile et publique

### Les sapeurs-pompiers toujours victimes des fumées

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 22-24

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382330/les-sapeurs-pompiers-toujours-victimes-des->

Les sapeurs-pompiers professionnels sont exposés à des substances cancérigènes. En 2017 puis 2018, la prévention du risque induit par les fumées a fait l'objet d'un rapport et d'un guide opérationnel. Toutefois, la mise en application de ces mesures semble inégale sur le territoire. Le lien entre exposition et développement de certains cancers tarde à être établi, faute notamment d'études et de données.

### Sécurité dans les transports : les policiers municipaux bientôt autorisés à intervenir dans les trains ?

Maire-info.com, 31/01/2024

<https://www.maire-info.com/article.asp?param=28257>

S'inquiétant de la dégradation de la sécurité dans les transports en commun à l'approche des JO, les sénateurs souhaitent autoriser les policiers municipaux à intervenir dans les trains et créer une « interdiction de paraître » en gare pour certaines personnes.

<https://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppl23-235.html>

### Comprendre l'évolution du droit de la vidéoprotection

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/01/2024, n° 2700, p. 52-53

<https://www.lagazettedescommunes.com/910304/comprendre-levolution-du-droit-de-la->

- Deux finalités

Concernant l'usage de caméras sur la voie publique, il faut distinguer les deux finalités, à savoir la vidéo-verbalisation, par principe non admise, et la vidéoprotection.

- Cadre mouvant

Le cadre juridique de la vidéoprotection est mouvant. Dernière modification en date : la loi du 19 mai 2023 relative - entre autres -aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024.

- Droit d'opposition

Le droit de s'opposer concrètement au traitement de son image, ou même de le rectifier, reste impossible pour une personne filmée sur la voie publique.

### La police municipale de Rueil-Malmaison s'entraîne sur un simulateur des forces américaines [Vidéo], 24/01/2024, 2mn17

<https://www.bfmtv.com/replay-emissions/tanguy-de-bfm/tanguy-de-bfm-la-police-municipale-de-rueil->

Les policiers municipaux de Rueil-Malmaison ont accès à un simulateur offrant plus de 900 scénarios inspirés de situations rencontrées par les forces de l'ordre américaines.

## Services techniques et transitions écologiques

### De la transition écologique au greenwashing, il n'y a qu'un pas

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/910695>

Les dispositifs destinés à accompagner les élus dans leurs politiques de transition écologique sont toujours plus nombreux. Pourtant, ces derniers peinent à passer le cap. Plusieurs obstacles les paralysent, jusqu'à les faire glisser dans le greenwashing.

<https://reseauactionclimat.org/>



### Une zone humide protégée grâce à des assises des marais

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382396/une-zone-humide-protegee-grace-a-des->

La ville de Bourges (Cher - 63 700 hab.) a initié les assises des marais afin d'améliorer la gestion de cette pièce d'eau majeure.

[Retour sommaire](#)



### **La ruche de spécialistes s'active pour la transition écologique**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 39

<https://www.lagazettedescommunes.com/910701/la-ruche-de-specialistes-sactive-pour-la-transition->

La communauté d'agglomération du Pays basque (Pyrénées-Atlantique - 158 communes - 315 200 hab.) s'est inspirée du secrétariat général à la planification écologique de l'Etat pour créer le sien.

### **Trois « maires-paysans » analysent la crise des agriculteurs**

Courrierdesmaires.fr, 05/02/2024

<https://www.courrierdesmaires.fr/article/trois-maires-paysans-analysent-la-crise-des->

Ils sont éleveurs, maraîchers, mais aussi maires ou conseillers municipaux et intercommunaux. Le Courrier des maires a sollicité le regard de trois élus locaux, solidaires des agriculteurs en lutte et transparents sur les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien, à la fois sur les solutions – lacunaires – du gouvernement et tentatives de réponses – insuffisantes – des collectivités. Entre nouveau paradigme environnemental à inventer, refonte des relations avec la grande distribution et régulation de la concurrence étrangère, les maux des agriculteurs ne pourront se résoudre, à les entendre, qu'à l'échelle européenne. Morceaux choisis, à moins de trois semaines du Salon de l'agriculture.

### **Les mesures en faveur des agriculteurs menacent la qualité de l'eau**

Lagazettedescommunes.com, 02/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/911363/les-mesures-en-faveur-des-agriculteurs-menacent->

Les nouvelles mesures annoncées le 1er février 2024 par le gouvernement pour répondre à la crise agricole vont avoir un impact sur la gestion de l'eau. C'est particulièrement la mise en pause du plan Ecophyto et de la lutte contre les pesticides qui inquiète les représentants des collectivités locales.

### **Écologie des solutions qui fleurissent [dossier]**

Libération, 02/02/2024, p. 1-8

En 2024 dans toute la France, la rédaction de Libération explore les enjeux de la transition écologique avec pour objectif : informer, débattre et envisager des solutions sur des thèmes tels que les transports, la rénovation industrielle, ou bien encore la végétalisation.

### **Gestion locale de l'eau : un nouveau guide destiné aux collectivités**

Localtis.info, 30/01/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/gestion-locale-de-leau-un-nouveau-guide-destine-aux->

Intercommunalités de France et Saur France viennent de publier un nouveau guide pour aider les collectivités à choisir les modes de gestion des services d'eau potable et d'assainissement. Assorti de témoignages d'élus, le document présente un panorama complet des différents modes de gestion existants et de leurs caractéristiques.

### **Ces communes qui plantent des jardins-forêts, nourriciers pour les corps et les esprits**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/01/2024, n° 2700, p. 42-43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41368870/ces-communes-qui-plantent-des-jardins->

POURQUOI ?

Les villes souhaitent développer des îlots de fraîcheur pour lutter contre le réchauffement climatique et créer des sites de sensibilisation à la protection de la biodiversité.

POUR QUI ?

Lieux de partage de connaissances, les jardins-forêts sont nourriciers et ouverts à tous - particuliers, centres sociaux, établissements scolaires ou associations.

COMMENT ?

Les communes s'appuient sur l'implication des citoyens, mais aussi des agents pour imaginer, planter, entretenir et animer ces jardins publics participatifs.



### **Les Sables-d'Olonne, pionnière de la réutilisation des eaux usées [Vidéo]**

Actu-Environnement, 26/01/2024, 3mn22

<https://youtu.be/bII8Y8pmSUM?si=y1KnEQgtb-gGM29U>

Aux Sables-d'Olonne, une usine traite les eaux usées vendéennes en sortie de la station d'épuration pour produire de l'eau potable. Un circuit court unique en Europe.

[↩ Retour sommaire](#)



## **Politique de l'eau : un rapport d'information propose de renforcer le rôle des Départements dans la gestion de l'eau, 19/01/2024**

<https://departements.fr/politique-de-leau-un-rapport-dinformation-propose-de-renforcer-le-role-des->

La Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale a créé en mars 2023 une mission d'information sur l'adaptation de la politique de l'eau aux effets du changement climatique. Présidée par David Taupiac (LIOT, Gers) et Anne-Cécile Violland (Horizons, Haute-Savoie), elle avait pour rapporteurs Vincent Descoeur (LR, Cantal) et Yannick Haury (Renaissance, Loire-Atlantique). Le rapport a été présenté le 17 janvier dernier. Sans surprise, ce rapport révèle l'impact du changement climatique sur la ressource en eau, avec une attention particulière sur les outre-mer et notamment Mayotte, la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion.

Auditionné par la mission d'information, Martial Saddier (Haute-Savoie), Président du groupe de travail « Eau et biodiversité de DF » a partagé son expertise et rappelé le rôle historique des Départements dans la politique de l'eau.

Les rapporteurs préconisent explicitement de « renforcer le rôle des départements dans la gestion de l'eau » en encourageant le développement de syndicats départementaux, ce qui rejoint la position portée par DF (cf. résolution « eau » de mai 2023).

L'hypothèse du rétablissement de la compétence en matière d'eau obligatoire pour les Départements est également évoquée.

## **Chartes locales : des villes en quête de dialogue**

Techni.cités, 01/2024, n° 369, p. 12-13

<https://www.lagazettedescommunes.com/907395/chartes-locales-des-villes-en-quete-de-dialogue/>

Du label "Bâtiment frugal bordelais" à la charte "Qualité de la construction" à Nancy, en passant par "Construisons ensemble dans les quartiers brestois", les collectivités multiplient la signature de chartes locales dans le domaine de la construction et de l'urbanisme. Pour quels bénéfices réels ?

## **Le flou de l'empreinte carbone française**

Techni.cités, 01/2024, n° 369, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/907402/le-flou-de-lempreinte-carbone-francaise/>

Après la chute historique des émissions liée à la crise sanitaire, les émissions 2022 avaient retrouvé un niveau équivalent à celui de l'année 2019. ramené à l'ensemble de la population, l'empreinte carbone est estimée à 9,2 tonnes d'équivalent CO2 par personne.

## **Agglomérer des déchets pour faire des granulats**

Techni.cités, 01/2024, n° 369, p. 27

Que faire des quelque 10 millions de tonnes de déchets non recyclés produits chaque année en France ? A côté de l'incinération et de l'enfouissement, Néolithe ouvre une nouvelle possibilité : la fossilisation.



## **La Creuse adapte le décret 7 flux à son territoire**

Techni.cités, 01/2024, n° 369, p. 34-36

<https://www.lagazettedescommunes.com/907408/application-du-decret-7-flux-une-necessaire->

Mettre en oeuvre le décret 7 flux, issu de la loi Agec, en milieu rural, nécessite de s'adapter aux particularités des territoires ; dans la Creuse, deux associations oeuvrent pour la prise en charge des déchets des entreprises, avec le soutien des collectivités.

## **Le Finistère se prépare à la montée des eaux**

Environnement magazine, 01/2024, n° 1809, p. 42

Le conseil départemental du Finistère, l'Université de Bretagne occidentale et le Cerema viennent de nouer un partenariat pour permettre aux collectivités littorales de faire face aux risques côtiers dus au dérèglement climatique.

[🔗 Retour sommaire](#)

### **Elaborer une planification écologique [10 conseils pour]**

Techni.cités, 01/2024, n° 369, p. 42-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/907412/10-conseils-pour-elaborer-une-planification->

La planification écologique définie par le gouvernement pour 2030 entre dans sa deuxième phase, celle de la territorialisation. L'objectif est de mettre les territoires au cœur de la démarche, en s'adaptant à leurs spécificités, pour atteindre les objectifs de la transition écologique.

<https://www.gouvernement.fr/france-nation-verte>

### **Les services espaces verts et l'économie circulaire**

Techni.cités, 01/2024, n° 369, p. 60-61

Au-delà des classiques broyages ou économies d'eau, l'économie circulaire intègre les services espaces verts : fabrication de mobilier sur place, gestion vertueuse des végétaux, nouveaux outils etc. Avec des agents mobilisés et quelques entreprises en appui.

### **Analyse des risques des ponts en situation de crue**

Cerema, 2023, 100 p.

<https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/analyse-risques-ponts-situation-crue>

La gestion de ces inondations est une préoccupation tant pour les acteurs de la gestion des risques que pour les gestionnaires des ouvrages d'art qui franchissent ces cours d'eau.

Les capacités de résistance des ouvrages dépendent de leur conception : la nature des matériaux utilisés, le type de fondation, la structure du tablier, etc. Compte tenu des risques pour la sécurité des populations et pour l'économie, analyser la résistance des ponts face aux agressions en période de crues apparaît essentiel. Ce guide constitue une déclinaison de la démarche générale d'analyse des risques développée par le Cerema. Il propose une méthode pragmatique et efficace de recensement et de classement des ouvrages les plus sensibles et exposés à cet aléa.

## **Social/Santé**

### **La santé mentale des locataires, un défi pour les bailleurs**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 05/02/2024, n° 2701, p. 36-38

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41382377/la-sante-mentale-des-locataires-un-defi-pour>

La santé mentale des locataires préoccupe depuis longtemps les bailleurs sociaux. Elle entraîne des troubles d'occupation du logement et de voisinage. Les actions menées bénéficient d'abord aux personnes en souffrance psychique, mais aussi à tous les locataires et aux bailleurs. Ces derniers tissent des partenariats avec un large panel de services sanitaires, sociaux et médicosociaux, afin d'apporter un accompagnement adapté.

### **Je lis donc je soigne**

Livres hebdo, 02/2024, n° 39, p. 68-71

Aborder la lecture sous l'angle de la santé en travaillant avec des professionnels du soin, c'est un des programmes 2024 du Centre national du livre (CNL). Et par exemple des bibliothèques font désormais appel à des personnes spécialisées dans la thérapie par le livre. Ou comment soigner des maux durs grâce aux mots doux.

### **Zéro chômeur de longue durée : la déception d'un territoire recalé après quatre ans d'efforts**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/01/2024, n° 2700, p. 40-41

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41368865/zero-chomeur-de-longue-duree-la-deception-POURQUOI ?>

A Compiègne, l'expérimentation TZCLD a été préparée par une équipe qui a mobilisé, sur une certaine durée, acteurs politiques et économiques, et personnes concernées.

POUR QUI ?

Une telle initiative vise à pourvoir une activité rémunérée aux chômeurs, utile aux habitants, sans entrer en concurrence avec l'économie classique.

COMMENT ?

Une habilitation pour créer une entreprise à but d'emploi et percevoir les subventions doit clôturer le parcours. Mais le département a fait faux bond.

[Retour sommaire](#)

## 1er janvier 2024 : quelles étrennes pour le grand âge ?

À propos du service public départemental de l'autonomie et du dispositif MaPrimeAdapt', 29/01/2024

<https://www.lisa-lab.org/focus-17-maprimeadapt-2024>

Étrennes fastes, diront certains ! En ce début d'année, en effet, voient le jour deux innovations dont il est question de longue date dans les discussions sur la prise en charge du grand âge : la préfiguration du service public départemental de l'autonomie (qui fait suite au rapport de Dominique Libault de mars 2022) et le dispositif MaPrimeAdapt' (issu du rapport de Luc Broussy de mai 2021).



### L'atelier mobile : une alternative aux maisons de projet, Saint-Nazaire

Résovilles, 25/01/2024, 6:53 mn

[https://www.youtube.com/watch?v=fl\\_nTPAcc30](https://www.youtube.com/watch?v=fl_nTPAcc30)

L'atelier mobile se déplace dans les quartiers de Saint-Nazaire pour aller vers les habitants dans le cadre de projets urbains.

A l'occasion de l'inauguration d'une aire de jeux dans le quartier de Prézégat, nous sommes allés à la rencontre de Geovanni Olivares et Julie Duval, de l'unité information et concertation de projets urbains à la Direction de l'urbanisme et de l'aménagement. Ils nous présentent le dispositif et les actions menées par l'atelier mobile.

### APA, regroupement familial : la loi « immigration » largement censurée

Lagazettedescommunes.com, 25/01/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/909872/apa-regroupement-familial-la-loi-immigration->

Le Conseil constitutionnel a rendu, ce 25 janvier, sa décision relative au projet de loi "immigration". Concernant les collectivités, les Sages ont censuré de nombreux cavaliers législatifs, dont les dispositions relatives au durcissement du versement de l'allocation personnalisée d'autonomie et au regroupement familial.

### Les recettes « maison » des CCAS contre la précarité énergétique

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 25/01/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/906301/deploiement-de-territoires-zero-non-recours->

Distribution de kits d'économie d'énergie, visites socio-techniques à domicile, accompagnement pour recourir aux aides disponibles : les CCAS explorent de nombreuses possibilités pour soutenir leurs usagers en situation de précarité énergétique. Une problématique criante au cœur de l'hiver et tandis que les tarifs du gaz et d'électricité continuent d'augmenter.

### Protection de l'enfance : de l'aide aux familles à la défense de l'intérêt de l'enfant

Vie publique, 16/01/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/18716-protection-de-lenfance-comment-mieux-defendre-linteret->

Deux lois (2007 et 2016) ont réformé la protection de l'enfance et réaffirmé les droits de l'enfant. Fin 2019, des initiatives ont été prises en faveur des enfants placés. Après la publication en novembre 2023 d'un rapport sur les violences subies par les enfants, le gouvernement a présenté une nouvelle stratégie pour mieux protéger les enfants.

### Et si le Livre blanc était appliqué. . .

Actualités sociales hebdomadaires, 01/2024, n° 3312, p. 30-39

Puisque l'heure est aux vœux, formulons-en un : que les propositions contenues dans le dernier Livre blanc soient mises en place. Pour vous prouver que ça n'a rien d'utopique, nous nous sommes projetés en 2034 à travers l'histoire de deux travailleurs sociaux, Saïdou et Inès. Pas vraiment une fiction, juste une extrapolation à partir des principales recommandations dudit rapport. Bonne nouvelle pour le secteur : les salaires augmentent et il y a désormais plus de postulants à un poste que d'offres, les hommes se bousculent au portillon des métiers du lien, le pouvoir d'agir atteint des sommets, les migrants sont accueillis par Préférence internationale, les séries sur le travail social cartonnent en streaming, la bureaucratie diminue et les professionnels ont du temps pour l'accompagnement, la protection de l'enfance est grande cause nationale ad vitam aeternam. Vous ne rêvez pas, rendez-vous dans dix ans ! Et si on ment. . .

- Une journée dans le travail social en 2034

- Daniel Verba : "Le travail social, c'est d'abord de la présence"

[☞ Retour sommaire](#)

## **Logement : au bout d'une année de crise, état des lieux et priorités 2024**

Fondation Jean Jaurès, 01/2024, 26 p.

<https://tnova.fr/economie-social/logement-politique-de-la-ville/logement-au-bout-dune-annee-de-crise->

Une bombe sociale, la plus grave crise depuis les années 1990...Quels que soient les qualificatifs, les superlatifs ne manquent pas pour décrire l'état actuel du secteur du logement, au terme d'une année 2023 où les difficultés auront été croissantes et à l'orée d'une année 2024 qui semble porteuse de peu d'espoirs d'embellie. Il n'y a pas une crise mais plusieurs crises du logement. Cette note dresse le bilan de l'année écoulée, dessine les premières tendances de l'année 2024, et met en perspective l'action de l'État dans ce contexte.

## **Bilan démographique - En 2023, la fécondité chute, l'espérance de vie se redresse**

INSEE première, 01/2024, n° 1978, 4 p

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7750004>

Au 1er janvier 2024, la France compte 68,4 millions d'habitants, soit 0,3 % de plus qu'un an auparavant. En 2023, 678 000 bébés sont nés en France. C'est 6,6 % de moins qu'en 2022 et près de 20 % de moins qu'en 2010, année du dernier pic des naissances. L'indicateur conjoncturel de fécondité s'établit à 1,68 enfant par femme en 2023, après 1,79 en 2022. Depuis la Seconde Guerre mondiale, cet indicateur n'a jamais été aussi bas hormis en 1993 et 1994. En 2023, 631 000 personnes sont décédées en France, soit 6,5 % de moins qu'en 2022. Cette baisse fait suite à trois années de forte mortalité, due notamment à l'épidémie de Covid-19. L'espérance de vie à la naissance est de 85,7 ans pour les femmes et 80,0 ans pour les hommes. Elle dépasse ainsi les niveaux de 2019. Le solde naturel s'établit à 47 000 en 2023, soit un niveau inférieur à celui de 2022 et 2021. Avec 242 000 célébrations, le nombre de mariages se maintient à un niveau élevé en 2023. Le nombre de Pacs conclus en 2022 se stabilise à près de 210 000.

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/292665-bilan-demographique-la-baisse-des-naissances>

## **L'état du mal-logement en France 2023 - Rapport annuel**

Fondation Abbé Pierre, 01/2024

<https://www.fondation-abbe-pierre.fr/actualites/28e-rapport-sur-letat-du-mal-logement-en-france-2023>

- D'une crise à l'autre. Une politique du logement sans ambition face à une situation sociale dégradée
- Le genre du mal-logement
- 2022 : année de transition ou année perdue ?
- Les chiffres du mal-logement.

[https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/2024-01/REML2024\\_](https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/2024-01/REML2024_)

## **Solitudes 2023**

### **Une approche territoriale et spatiale des solitudes et du lien social**

#### **(Re)liés par les lieux**

Fondation de France, 2024

<https://www.fondationdefrance.org/images/pdf/2024/etudes-solitudes-2024.pdf>

À l'occasion de la Journée mondiale des Solitudes le 23 janvier, la Fondation de France a présenté les résultats de sa nouvelle étude sur les solitudes en France. Intitulée « (Re)liés par les lieux », elle a été réalisée en collaboration avec une équipe de recherche (Cerlis et Audencia) et le Crédoc.

## **Collectivités territoriales et financement [Dossier juridique et social]**

Actualités sociales hebdomadaires, 12/2023, n° 3312, 57 p

Ce numéro juridique et social :

- Fait le point sur les principes guidant la décentralisation et leur application dans le domaine de l'aide sociale, de l'action sociale et médico-sociale
- Vise à expliciter les imbrications entre les différents niveaux d'intervention au niveau territorial et les modalités d'action commune, l'organisation des services, avec une approche par parcours
- Décrit les impacts des réformes fiscales sur le financement des collectivités territoriales

[↩ Retour sommaire](#)



## Pour aller plus loin...

### Sites internet

#### **démocratieS, le média critique de la participation**

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

#### **Bibliothèque des Initiatives RH**

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

#### **La Base du numérique d'intérêt général**

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

#### **LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire**

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

#### **Territoires audacieux, 2019**

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

#### **Territoires conseil**

##### **Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)**

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

#### **La 27<sup>ème</sup> Région**


<http://www.la27eregion.fr/>

**LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine**, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

#### **M3 La prospective de la Métropole de Lyon**

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale. Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[↩ Retour sommaire](#)



*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT*

*Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : [documentation.insetangers@cnfpt.fr](mailto:documentation.insetangers@cnfpt.fr)

[Retour sommaire](#)

**Bulletin documentaire**

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1  
[www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr)

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)